

Le colosse paralysé

CAHORA-BASSA (ou Cabora-Bassa), la plus grosse unité de production d'énergie hydro-électrique d'Afrique, susceptible à elle seule de satisfaire les besoins énergétiques nécessaires au développement économique du Mozambique et de ses voisins, n'a pas fonctionné plus d'un an d'affilée, à pleine puissance, depuis sa mise en service en 1979, et se trouve même complètement paralysé depuis 1984.

Les lignes de distribution à haute tension ont été endommagées par les sabotages au point qu'un programme spécial de réhabilitation serait nécessaire pour rétablir les conditions d'un fonctionnement satisfaisant, et ce dans un contexte de sécurité minimale inenvisageable pour le moment.

Cahora-Bassa ne livre donc plus d'électricité, et le peu qu'il produit pour l'agglomération voisine issue du chantier, Songo, et pour Tete, la capitale de province, ne couvre pas les frais de personnel et de maintenance des installations.

L'État portugais qui contrôle à 82 % la compagnie concessionnaire et à qui incombe le remboursement de la dette, ne peut supporter le poids de ces charges si les ventes d'énergie sont suspendues ; le Mozambique, même si la situation intérieure et l'économie nationale étaient redressées, ne disposerait pas des moyens financiers et des qualifications nécessaires pour assumer cet héritage de la colonisation qui, précisément pour ces mêmes raisons, avait fait l'objet d'un compromis avec l'ex-métropole à l'indépendance. La République sud-africaine, que l'énergie à bon marché de Cahora-Bassa intéresse, d'autant plus qu'elle est directement utilisable dans le Witwatersrand, n'y tient pas au point d'envisager de « nettoyer » et surveiller les quelque mille kilomètres de lignes qui, en territoire mozambicain, à travers des régions isolées et difficiles d'accès, devraient acheminer la plus grande partie de la production du barrage. Elle y tient d'autant moins qu'elle soutient, approvisionne et forme les troupes de la RENAMO, auteurs vraisemblables des actions de sabotage.

Un plan colonial

Il faut distinguer deux volets à la question de Cahora-Bassa dont un seul fera ici l'objet d'attention : le premier concerne l'opération de construction proprement dite qui s'est achevée, trois ans après l'indépendance, dans des conditions satisfaisantes. Elle a représenté un marché considérable pour lequel s'est aiguillée la concurrence internationale qui a largement mobilisé la technologie la plus avancée et le savoir-faire européens, pour un produit de haute qualité et dont les entreprises retenues ont tiré les résultats techniques et financiers attendus (1).

Mais, second point, Cahora-Bassa n'a pas été construit seulement pour faire travailler les capitaux, les entreprises et les cerveaux du monde occidental. Il a également été un instrument de la politique coloniale portugaise, puis une clef du dispositif stratégique de Lisbonne lors de la guerre d'indépendance, en même temps qu'un moyen de matérialiser la solidarité de la République sud-africaine et de la Rhodésie dans ce conflit.

Bref, le deuxième volet intéresse la raison d'être de l'équipement et l'utilisation qu'on veut en faire, et c'est ce dernier qu'il convient de traiter ici : il comprend les contextes de la conception et de la mise en œuvre du projet, les conditions de son financement, les tentatives du gouvernement mozambicain pour utiliser au mieux l'étroite marge de manœuvre dont il disposait, et enfin les tribulations du complexe de Cahora-Bassa dans le contexte de la remise en cause des rapports de domination établis en Afrique australe.

C'est à la fin des années cinquante, dans le but de mettre en œuvre de façon spectaculaire les objectifs de sa politique d'ouverture aux investissements étrangers et d'encouragement à l'immigration portugaise, que le gouvernement colonial élabore, sans passer par les institutions de la province de Mozambique, un vaste plan de valorisation du bassin du Zambèze (2), au sein duquel un premier projet de Cahora-Bassa est conçu : il s'agit d'un barrage de dimensions plus réduites que celles du barrage actuel. Mais c'est surtout un projet à fins multiples qui doit faciliter la régularisation du cours du fleuve en aval ; réaliser sa viabilisation en vue de créer ultérieurement un axe de transport à la hauteur des potentialités de la région ; rendre possible la navigation sur le lac de retenue, et procéder à des aménagements hydro-agricoles pour offrir de nouvelles colonies agraires aux futurs immigrants (s'inspirant des

(1) Pour un complément d'information, voir : C. Ollivier : *Cahora-Bassa, Mozambique : géopolitique et aménagement*, thèse de 3^e cycle, Université de Paris VII, 1982, 318 p., multigr.

(2) *Plano Geral De Fomento e Ocupação da Bacia do Zambese* (Plan général de développement et d'occupation du bassin du Zambèze).

expériences alors en cours dans le Haut-Revuê et dans le Bas-Limpopo).

Ce premier projet, dont toutes les caractéristiques trouvent leur cohérence à l'échelle de la région, n'a pas été réalisé, pas plus que le plan du Zambèze publié en 1965, et Cahora-Bassa est actuellement exclusivement une unité de production d'énergie hydro-électrique.

Au printemps 1966, l'assurance de l'engagement sud-africain comme futur consommateur de l'électricité et les exigences qui l'accompagnent conduisent à la modification du projet technique : Cahora-Bassa, au terme des deux phases de construction prévues, sera la quatrième unité de production de sa catégorie dans le monde, d'une puissance installée totale de 3 600 MW. Les caractéristiques de la première centrale souterraine construite dans la rive sud (cinq groupes générateurs de 400 MW chacun) et de la ligne de transport de l'électricité en courant continu à très haute tension (± 533 kV) montrent que l'équipement est conçu pour produire régulièrement et sans à-coups de grosses quantités d'énergie pour un utilisateur unique.

Les raisons de cette modification sont économiques et politiques. Quitte à s'engager, que ce soit pour une entreprise qui en vaut la peine, et c'est le cas : la production de Cahora-Bassa I représente, à la fin des années soixante-dix, à une époque antérieure à la construction des centrales nucléaires, 12 % de la consommation sud-africaine, c'est-à-dire à peu près le volant de réserve dont elle dispose. Cette énergie peu coûteuse est disponible telle quelle dans le Witwatersrand où des ressources en eau limitées suscitent une forte concurrence de la part des différents utilisateurs (grosses agglomérations, industries, mines, agriculture).

Par ailleurs et surtout, le contexte international a évolué : la lutte armée est déclenchée depuis un an au Mozambique, depuis deux ans en Angola ; les Rhodésiens viennent de déclarer « unilatéralement » l'indépendance : la promesse sud-africaine est acquise quelques mois après la signature à Lisbonne, en septembre 1965, d'un accord stratégique entre le Portugal, la République sud-africaine et la Rhodésie, accord destiné à rassembler les trois pays dans la lutte contre « la subversion nationaliste et communiste ».

Une décision risquée

L'appel d'offre est publié en juin 1966. Le Portugal ne peut financer une pareille opération mais s'attribue la maîtrise d'œuvre et se porte garant des crédits à l'exportation accordés par leurs pays d'origine ou d'autres organismes de crédit aux quelque dix-sept fir-

mes du consortium ZAMCO (3) (France, Allemagne fédérale et Afrique du Sud essentiellement). C'est le prix de la survie du régime et une affaire d'honneur ! C'est aussi un pari sur l'avenir, hasardeux compte tenu de l'évolution politique générale sur le continent, et qui coûte maintenant très cher au Trésor portugais. Car le contrat de fourniture de l'électricité avec l'ESCOM (4) et celui de la réalisation de la première phase du projet avec le consortium ne sont signés, l'un après l'autre, qu'en septembre 1969 !

Cette période du montage financier et de la préparation de l'opération se déroule donc sur un arrière-plan de guerre, de vive polémique internationale qui, si elle n'a pas porté ses fruits en ce qui concerne la construction elle-même, a contribué, contrairement au but recherché par Lisbonne, à ternir son crédit dans l'opinion occidentale et à servir la guerre, au plan diplomatique, des mouvements de libération d'Afrique lusophone.

Jusqu'à la fin du conflit, Cahora-Bassa fixe une importante partie des troupes portugaises à la protection du chantier et la surveillance des voies d'accès, aidées en partie par des éléments sud-africains et rhodésiens.

Dans le bassin du Zambèze, plus précisément la province de Tete, les projets d'aménagement régional servent de paravent au déploiement du dispositif stratégique, et notamment à la construction de villages de regroupement d'une partie de la population qui y vit sous la surveillance de la police secrète et de ses troupes spéciales africaines, les *flechas*.

Un compromis, pour quelle politique ?

Dans le courant de l'année de transition, les accords de Lusaka du 7 septembre 1974 qui définissent les modalités de l'accession à l'indépendance puis le protocole d'accord du 14 avril 1975 précisent les conditions d'un compromis qui a permis l'achèvement et le démarrage de l'exploitation de Cahora-Bassa, ce qui n'allait pas de soi : une société concessionnaire de droit mozambicain est fondée, la *Hidroeléctrica de Cahora-Bassa* SARL, chargée de « la construction et de l'exploitation du complexe et des systèmes associés de transport du courant » (5). Grâce à la nationalisation du crédit dans les deux pays, seuls restent face à face les deux États : à 90 % portugaises lors de la création, les parts de la société doivent progressivement passer à l'État mozambicain au fur et à mesure des ventes d'électricité, jusqu'à l'extinction de la dette du Portugal ;

(3) Zambezia Consortio : en fait une fédération de groupements d'entreprises.

(4) Electricity Supply Commission, l'EDF sud-africaine, à ceci près qu'elle est

semi-privée.

(5) Décret-loi du 21 juin 1975 du gouvernement de transition du Mozambique décidant la création de la société.

le Mozambique indépendant se décharge du poids trop lourd de l'achèvement du chantier et de l'exploitation du complexe, contre une limitation sévère à sa souveraineté. Les engagements antérieurs sont donc maintenus.

Pour résumer, priorité est donnée à l'hydro-électricité en équipant des ouvrages existants pour l'approvisionnement des villes, des futurs pôles industriels, du système de transport et des ports ; des solutions plus souples et variables restant possibles pour les zones rurales et les agglomérations isolées.

Cela implique la construction d'un réseau national de distribution du courant qui n'existe pas, mais qui doit logiquement s'appuyer sur les deux systèmes régionaux élémentaires : celui de la région de Maputo basé sur une centrale thermique et connecté au réseau sud-africain, celui de la SHER (6) reliant théoriquement le Haut-Revuê, Beira et Umtali au Zimbabwe.

On ne peut qu'apprécier favorablement la cohérence du projet de réseau et les initiatives prises dans ce domaine par EDM (7), car il s'agit de développer les systèmes existants et de les connecter ultérieurement.

La centrale du barrage de Massingir construit sur la Rivière des Éléphants, affluent du Limpopo, d'une capacité installée de 40 MW, devra approvisionner les périmètres irrigués du Bas-Limpopo, Xai-Xai, les périmètres de l'Incomati et enfin Maputo.

Mavuzi (50 MW), construit pour les besoins des périmètres irrigués du Haut-Revuê et pour Beira, a été mis hors d'usage par les Rhodésiens en 1979. Des projets de réhabilitation ont été élaborés, un contrat signé avec CGEE-ALSTHOM au début des années quatre-vingt ; mais leur réalisation reste des plus aventureuses jusqu'ici.

Cahora-Bassa I et II : le réseau aval de Cahora-Bassa I est actuellement composé, outre la ligne de transport en courant continu destinée à Pretoria, d'une ligne de transport à moins haute tension (220 kV) en courant alternatif, allant de Songo (la station de conversion de Cahora-Bassa) à la région de Chimoió, en passant par Tete. Sa construction a été décidée quelques jours avant le coup d'État de Lisbonne du 25 avril 1974. Elle présenterait le grand intérêt d'assurer l'interconnexion du réseau de Cahora-Bassa et de celui de la SHER et par là, l'approvisionnement de Beira d'un côté, du Zimbabwe de l'autre, si... sa station terminale de Chibata était édiflée ! On ne peut s'empêcher de constater, quelle qu'en soit l'origine, l'obstruction faite aux efforts déployés par les pays de la

(6) Société hydro-électrique du Revuê.

(7) Électricité du Mozambique : société nationale sous la tutelle du ministère de l'Énergie et de l'Industrie, constituée par le

regroupement des différents réseaux du pays sous son contrôle, à l'exception de celui de la SHER qui fonctionne comme une régie.

SADCC (8) pour renforcer leurs liens et par là même réduire leur dépendance vis-à-vis de l'économie sud-africaine.

Le réseau de Cahora-Bassa I comprend encore une autre ligne de 220 kV en courant alternatif : la liaison Centre-Nord. Mise en place au début des années quatre-vingt, elle relie Tete à Nampula, en desservant directement ou indirectement toutes les agglomérations importantes de Zambesia, et doit être prolongée par des lignes à tension plus faible — 110 kV — plus au nord. Elle est malheureusement, elle aussi, hors d'usage : la ligne a été sabotée et deux sous-stations dynamitées.

Une situation catastrophique

En 1980, le Mozambique a même envisagé la construction de la deuxième phase de Cahora-Bassa, modifiant le projet pour l'adapter aux nécessités de la distribution nationale et des pays voisins (6 groupes de 200 MW au lieu de 4 groupes de 400 MW prévus). Sa réalisation dépend évidemment du destin de Cahora-Bassa I et on n'en entend plus parler depuis 1982.

Seul reste actif le réseau Sud. La région de Maputo représente plus de 60 % de la demande en énergie du pays, et cette proportion doit croître actuellement. Son approvisionnement était facilité par une clause des contrats de fourniture de l'électricité de Cahora-Bassa qui réserve une fraction de la capacité de production du barrage pour le pays, à utiliser soit dans la province de Tete, par exemple pour la ligne Centre-Nord, soit à partir de l'extrémité sud de la ligne en courant continu, par l'Afrique du Sud, au prix de vente convenu, en monnaie locale, augmenté des frais de transit (selon le dernier accord de 1984 : 0,0075 rand/kWh). Mais quand les livraisons sont interrompues, ce qui est souvent le cas, ESCOM vend son électricité à Maputo au prix de gros du Transvaal de l'Est : 0,0163 rand/kWh, augmenté des frais de transit et d'occupation de la ligne, le tout en devises.

La réalité est que Cahora-Bassa est structurellement conçu pour fonctionner avec l'Afrique du Sud.

Les Portugais, selon les dernières rumeurs, souhaitent se retirer complètement. Il faudrait donc trouver un nouveau partenaire aux reins solides pour supporter les engagements financiers. Qui, même dans la CEE vers laquelle se tournent les pays de la Ligne de Front, accepterait de prendre la place du Portugal dans un contexte aussi risqué, alors que le pays subit partout les désastres de

(8) *Southern African Development Coordination Conference* : groupement régional comprenant : l'Angola, le Zimbabwe, le Bots-

wana, le Mozambique, le Lesotho, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Malawi.

la guerre ? Quelques actions ponctuelles sont possibles : lors du passage à Paris du Président mozambicain, J. Chissano, son pays a obtenu un don permettant la réhabilitation de la centrale de Mavuzi et la construction d'une sous-station : soit celle de Chibata qui permettrait d'honorer le contrat de fourniture d'électricité signé en juin 1985 avec le Zimbabwe, soit celle de Dondo, près de Beira, pour rétablir un approvisionnement de la ville. Il s'agit pour Paris d'un don peu dispendieux, ces projets existant maintenant depuis des années.

La clef d'un bon fonctionnement de Cahora-Bassa est sud-africaine. Or, depuis l'indépendance du Mozambique, de l'Angola et du Zimbabwe, l'instabilité politique et le cortège de destructions et de souffrances qui l'accompagnent sont l'œuvre de l'Afrique du Sud. C'est précisément la stabilité politique qui manque pour que soit rétabli, à l'échelle de l'Afrique australe, le consensus permettant l'exploitation et la gestion des ressources naturelles et des équipements tels que celui-ci. La nature des régimes politiques, à elle seule, n'est pas en cause ; les systèmes de distribution en Europe sont interconnectés de Brest à Moscou...

Le gouvernement de Maputo, dans le champ limité qui lui est laissé par le jeu des stratégies d'acteurs internationaux et régionaux, tente de développer tous azimuts les liens qui lui permettraient de modifier le rapport des forces et de rétablir la paix.

C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre les efforts consentis lors de la dernière réunion tripartite annuelle entre la HCB, l'ESCOM et l'EDM, qui s'est tenue à Pretoria les 19 et 20 novembre 1987, pour déterminer les moyens de réparer les six cents pylônes détruits de la ligne en courant continu (sur six mille) et pour trouver les moyens de sa surveillance (9), conditions du fonctionnement de Cahora-Bassa et, au-delà, de tout le système de distribution mozambicain.

Claire Ollivier

UFR-GHSS de l'Université de Paris VII

UA 94 du CNRS-EHESS

(Décembre 1987)

(9) Un rôle accru de l'Afrique du Sud dans le fonctionnement de Cahora-Bassa I — surveillance militaire de la ligne comprise — irait dans le sens de l'évolution générale d'un affaiblissement des échanges avec le Portugal depuis vingt ans, au profit notamment

d'un renforcement de la dépendance envers l'Afrique du Sud. Sur cet aspect, voir M. Cahen, « Le Portugal et l'Afrique, le cas des relations luso-mozambicaines (1965-1985) », *Afrique contemporaine*, n° 137, janvier-février-mars 1986, pp. 3-55.